



Communiqué CGT

Il n'y a pas d'urgence à une nouvelle réforme des retraites.

En 1983, le gouvernement de gauche promet la retraite à 60 ans.

Juste dix ans après, la droite commence une série de réformes - 1993, 1995, 2003, 2007, 2010 mettant en cause le droit à la retraite et baissant le niveau de nos pensions. En 2013, un gouvernement de « gauche » entend poursuivre ce cycle de réformes, avec toujours le même objectif annoncé : il faut sauver le régime par répartition, il faut combler le déficit.

Mais depuis 20 ans, réforme après réforme, nos retraites seraient toujours en danger. Donc, faut-il en déduire que les réformes seraient inutiles ?

Au contraire, selon les libéraux, elles réussissent plutôt bien : le système par répartition est de plus en plus en mauvais état, le niveau des pensions baisse (la retraite médiane nette - une fois payée la CSG et la CRDS- est, aujourd'hui, égale à 993 euros par mois), la durée du travail augmente pour toucher une retraite à taux plein.

Dans le même temps, dans le secteur privé, 60 % de ceux qui prennent leur retraite ne sont déjà plus au travail, ils sont au chômage, en maladie ou en invalidité. 40 % des salariés du public et du privé n'ont pas le nombre d'années suffisant pour bénéficier d'une retraite à taux plein et subissent une décote, surtout les femmes.

Mais, avec encore un petit effort, on doit pouvoir aller toujours plus loin. Par exemple, capitalisation, système de compte individuel, retraite à cotisations définies à la carte, ... les idées, pour détruire le système solidaire par répartition, ne manquent pas.

Et puis, il faut mettre fin à ces affreux « privilèges » que sont les régimes spéciaux.

Tous égaux ... mais vers le plus faible niveau de garanties et de pension possible !!!

Avec la crise et la volonté de réduire la dette et les déficits publics, sous la pression du patronat et des actionnaires, avec les encouragements de l'Union européenne, pour satisfaire le monde de la finance, le gouvernement veut engager une nouvelle réforme structurelle de nos retraites, quand le déficit actuel est conjoncturel.

Dans cette crise tout le monde n'est pas logé à la même enseigne ! La part de la richesse nationale consacrée aux services publics, 220 milliards d'euros, régresse. Dans le même temps, en passant de 60 à 180 milliards d'euros, le montant capté par les dividendes a été multiplié par 3 ces vingt dernières années, tandis que l'évasion fiscale représente 40 à 60 milliards d'euros par an. Les lettres plafonds pour 2014 planifient la baisse continue du pouvoir d'achat des Français.

Ce sont toujours les mêmes rengaines qui sont reprises pour justifier une réforme structurelle :

- l'espérance de vie augmente, il faut donc travailler plus longtemps. Mais en fait, travailler plus longtemps réduit cette espérance de vie. Déjà, les 1ers effets se font sentir, avec en 2012 une inversion de la courbe. Les meilleures années de la retraite c'est entre 60 et 65 ans. Les plus dures années au travail, c'est entre 60 et 65 ans. Si nous vivons plus longtemps, c'est en partie grâce à la retraite à 60 ans et c'est pour en profiter plus longtemps ! Et puis travailler plus longtemps quand de très nombreux jeunes n'arrivent pas à trouver du travail, ne peut que nous interroger.

- Il y a de plus en plus de personnes âgées dans notre société. Mais la natalité en France connaît un boom depuis les années 2000 avec 850 000 naissances par an, soit le double des prévisions. Il y aura donc assez de jeunes pour cotiser pour les retraites, si on crée de l'emploi ...

Le déficit actuel est la résultante du chômage de masse, du blocage des salaires, des allègements et dégrèvements de cotisations sociales « patronales » ... et puis, bien sûr, de la recherche du toujours plus pour les actionnaires (en 1982, ils percevaient 5,2 % du produit intérieur brut et 9,3 % en 2011).

Tout cela conduira notre pays vers plus d'austérité et plus de misère. D'ores et déjà, le gouvernement annonce le recul de l'âge de départ en retraite avec l'allongement de la durée de cotisations, pénalisant ainsi les futures générations.

Pourtant la France n'a jamais été aussi riche mais les richesses aussi mal redistribuées.

L'urgence est dans la relance de l'emploi, l'augmentation des salaires, de la consommation populaire et de l'investissement public.

Pour cela il faut une meilleure répartition des richesses.

Des solutions existent pour répartir autrement les richesses.

- **Plus d'emplois et de salaires pour de meilleures retraites**
- **Une modulation des taux de cotisations « employeurs » = + 10 milliards €**
- **L'égalité salariale femmes – hommes = + 10 milliards €/an de cotisation à partir de 2020**
- **La mise à contribution des revenus financiers : + 20 milliards €**
- **L'ouverture du droit à la retraite à 60 ans**
- **Des pensions à hauteur de 75 % du salaire d'activité, une évolution des pensions calquée sur l'évolution du salaire moyen, pas de pension inférieure au SMIC revendiqué (1700€)**
- **La validation des années d'études et des périodes de précarité subies**
- **La reconnaissance de la pénibilité par des départs en retraite anticipés**

Alors que la conférence sociale n'a pas répondu aux attentes et qu'une nouvelle attaque sur les régimes de retraite est en route, il faut créer les conditions d'une rentrée sociale offensive, déterminante pour imposer d'autres choix, faire barrage au repli sur soi et à la montée du nationalisme.

La CGT des Pyrénées-Orientales appellent à se mobiliser pour la journée d'action et de grève interprofessionnelle du 10 septembre 2013 pour :

LA DEFENSE DES RETRAITES – DES SALAIRES – DES SERVICES PUBLICS ET DE L' EMPLOI

**TOUS ENSEMBLE, Grève et manifestation, LE MARDI 10
SEPTEMBRE 2013, 11h00 Place de Catalogne**

**UNIS POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET CONTRE
L'AUSTÉRITÉ !**

Nous avons beaucoup à gagner !

Refusons cette nouvelle réforme qui veut mettre encore plus à mal nos régimes de retraites !

Face à ces nouvelles menaces de régression sociale, l'unité des salariés des retraités, des chômeurs, des privés d'emploi et des jeunes est plus que jamais nécessaire pour conserver nos acquis et aller tous ensemble vers le progrès social.